

Pas de printemps pour Macron

23 mars 2018

Les réformes mises en place par le gouvernement s'accumulent. Elles touchent tout le monde : Lycéennes, étudiant-es, fonctionnaires, chômeurs/ses, salarié-es, retraité-es, femmes, immigré-es et réfugié-es...

Elles participent toutes d'une volonté de marchandisation des activités humaines, d'une flexibilité totale du marché du travail qui passe par une dérégulation des droits des salarié-es, accompagnées de dérives sécuritaires et répressives... Autrement dit, ce qui était préparé par les gouvernements précédents se trouve désormais mis en place. Et c'est rapide. Et c'est violent.

En face, les mécontentements se font légions. Et durables. Si le 8 mars en France tait loin d'être énorme, pas assez intégré comme une date interprofessionnelle par les organisations syndicales, surtout si on le compare avec les 5 millions de grévistes en Espagne pour une grève féministe historique, le gouvernement a en tous les cas été obligé de faire des annonces. Bon... on sait néanmoins ce qu'il en est des exercices de communication lorsqu'on les confronte à la réalité et aux manques de moyens : ils ne valent pas grand chose.

Dans les EHPAD (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), la dégradation des conditions de travail est telle qu'elle a permis la mise en place d'une intersyndicale très large. Parce qu'elle met aussi en avant un débat de fond, elle est l'un des symboles des dérives libérales actuelles : la rentabilité au mépris des besoins élémentaires.

En effet, comment nos sociétés s'occupent des personnes en perte d'autonomie, nos ancien-nes, et avec quels moyens ? Chez les retraité-es, l'annonce gouvernementale de la hausse de la CSG a conduit à des mobilisations massives, le 15 mars, là aussi en intersyndicale large.

Dans d'autres entreprises, ce sont les salaires (comme à Air France...), les conditions de travail et les salaires (comme à ONET) ou encore les licenciements et la prime de participation (à Carrefour...). Et puis, l'annonce de la privatisation de la SNCF, la disparition du fret ferroviaire, la remise en cause des petites lignes, du statut... vient remettre à l'ordre du jour, concrètement, le sens des services publics, leur accès dans les territoires autres que les « métropoles » et grandes villes, et leur marchandisation.

Pour un président qui veut « rendre la planète plus belle », la casse du rail voyageur et marchandise et celle des services publics de proximité ne répondent pas aux besoins de la population en terme de mobilité fiable et propre sur tout le territoire. Elles préparent les futurs marchés lucratifs que les multinationales ne manqueront pas de s'accaparer sans se préoccuper des conséquences sociales et écologiques. La question des moyens des services publics est centrale : la situation à Mayotte est là pour nous rappeler à quel point les discriminations ne sont pas acceptables et créent des divisions terribles entre les populations.

Il convient alors de voir comment la riposte se prépare. Le 15 mars a été le début. Le 22, il y a eu convergence entre la mobilisation des cheminot-es et celle à l'appel de l'intersyndicale Fonction publique. Un bon signe ? À l'heure où nous écrivons nous ne le savons pas.

À suivre en tous les cas. Car si beaucoup de personnes, voire de collectifs militants, ont en ce début de printemps en tête les 50 ans de mai 68, il n'est pas certain que l'histoire se répète.

En tous les cas, de la même manière même si le souffle de l'histoire nous porte. Ce qui est sûr en revanche, ce sont les métaphores cheminotes qui fleurissent dans nombre de tracts et de discours et la bataille idéologique qui s'est engagée dans les médias. La question pour nous est d'accrocher tous les wagons pour que le train des luttes démarre et permette à ceux et celles qui y monteront d'engranger des

victoires.

- Emplacement : Edito >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Pas-de-printemps-pour-Macron>